

Newsletter n°30 (2020) : Certains trônent à bord de super-yachts, là où d'autres s'accrochent péniblement aux décombres à la dérive



Utagawa Kuniyoshi (Japan), Takiyasha La sorcière et le squelette fantôme, 1849.

Chers amis, chères amies,

Salutations du bureau du **Tricontinental : Institut pour la recherche sociale**.

Le 18 juillet, le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a posté le **tweet** suivant : » Le COVID-19 a démasqué le mensonge selon lequel les libres marchés peuvent assurer des soins de santé pour tou(te)s, la fiction selon laquelle le travail de soins non rémunéré n'est pas du travail, l'illusion que nous vivons dans un monde post-raciste. Nous flottons tous sur la même mer, mais certains trônent à bord de super-yachts, là où d'autres s'accrochent péniblement aux décombres à la dérive ».

Le Dr Rajiv Shah, président de la Fondation Rockefeller (États-Unis), a récemment **déclaré** que les États-Unis s'appuient sur deux « sociétés monopolistes » (Quest et LabCorp) pour tester le COVID-19, deux sociétés qui « n'ont pas la capacité suffisante pour traiter les volumes nécessaires en ce moment ». Ces sociétés monopolistes – promues par les marchés libres dont a parlé Antoine Guterres – sont gérées dans un but lucratif, ce qui signifie qu'elles sont des laboratoires de traitement **en temps réel** qui n'ont pas la « capacité » de faire plus que le travail de laboratoire régulier -hors période de crise ; tout ce qui va au-delà n'est pas rentable pour elles. Selon le Dr Shah, les tests ne peuvent pas être rendus en moins d'une ou deux semaines. Avec un délai de sept jours, a déclaré le Dr Shah, vous ne faites pratiquement aucun test ; c'est l'équivalent structurel du zéro test. Cela signifie que les États-Unis, dont le secteur public est en perte de vitesse, ne font, en définitive, aucun test. Subin Dennis, chercheur au Tricontinental: Institute for Social Research, a **rédigé** un rapport éclairant sur la nécessité d'un secteur public fort.



Gilbert & George (Italie/Royaume-Uni), *Class War/Guerre de Classe*, 1986.

Mais pour construire un secteur public, il faut des ressources. Ces ressources sont drainées par la récession engendrée par le coronavirus, qui n'est pas endogame par rapport à ses propres fondamentaux économiques. Les différents programmes de suspension de la dette, tels que **Debt Service Suspension Initiative** (Initiative de suspension du remboursement de la dette) – approuvée par la Banque mondiale et les ministres des finances du G20 – sont tout simplement inadéquats ; un nouveau **rapport** d'Oxfam montre que tous les pays concernés par cette initiative doivent encore payer cette année un minimum de 33,7 milliards de dollars pour assurer le service de leur dette. Le montant qui leur est demandé est de 2,8 milliards de dollars par mois, soit « le double du montant que l'Ouganda, le Malawi et la Zambie réunis consacrent à leur budget annuel de

santé ».

Des défauts de paiement sont à l'horizon pour une longue liste de pays. L'Argentine, l'Équateur et le Liban ont déjà manqué à leurs obligations. En raison de la crise monétaire, le secteur médical libanais est entré dans le **chaos**. Les pharmacies, qui importent des médicaments en devises fortes, ont fermé ; le gouvernement n'a pas remboursé les hôpitaux pour les services utilisés par les patients de la sécurité sociale ; et le chômage a sabordé l'accès à l'assurance médicale. Avec de nouvelles difficultés financières, ces États vont une fois de plus réduire leurs dépenses dans le secteur de la santé, réduisant ainsi les services de santé publique à un moment où leur valeur a été clairement établie.

Récemment, les deux principales agences des Nations unies qui étudient la situation alimentaire – le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (OAA) – ont publié un **rapport** détaillé qui montre que dans vingt-cinq pays, la faim va prendre des proportions de famine. Ces pays s'étendent de Haïti au Zimbabwe, du Liban au Bangladesh. En avril, le directeur du PAM, David Beasley, a **déclaré** que la situation de la faim risquait d'entraîner « une famine aux proportions bibliques ». La semaine dernière, M. Beasley a **annoncé** que les chiffres actualisés montrent que « les familles les plus pauvres du monde ont été contraintes de se rapprocher encore plus du gouffre ».

La dette de ces pays ne leur permet tout simplement pas de s'attaquer correctement aux trois pandémies : le coronavirus, le chômage et la faim.



Li Hua (Chine), *Verge of Starvation/ Au bord de la famine*, 1946.

C'est dans ce contexte que Dilma Rousseff, T. M. Thomas Isaac, Jorge Arreaza, Yanis Varoufakis, Fred M'membe, Juan Graboïs et moi-même avons publié cette déclaration sur l'annulation de la dette. Nous pensons que la récession déclenchée par le coronavirus exige bien plus que des formes de suspension temporaire de la dette de type « milquetoast » ; nous pensons que **l'annulation** de la dette est la seule voie à suivre en cette période de crises en cascade.



Déclaration sur l'Annulation de la dette

Au total, la dette des pays en développement s'élève aujourd'hui à plus de 11 000 milliards de dollars. D'ici la fin de l'année 2020 seulement, les paiements du service de la dette s'élèveront à 3,9 billions de dollars US. Cette dette a augmenté au cours des dernières décennies, laissant la plupart des pays en développement dans une situation financière intenable. Les défauts de paiement et les ajustements de la dette semblent être un problème permanent pour les pays en développement, et sont souvent dus à des raisons extérieures aux facteurs fondamentaux de leur économie.

L'austérité est devenue une condition permanente, ce qui a affaibli les systèmes de santé publique de tant de pays et les a rendus vulnérables à cette pandémie mondiale. Continuer à assurer le service de leur dette et être contraints par ce fardeau signifie que les pays en développement ne seront pas en mesure de lutter efficacement contre la pandémie, ni de mettre en place les systèmes nécessaires pour faire face aux futures urgences de santé publique.

Chaque dollar consacré au remboursement de la dette pour payer une banque ou un riche créancier est un dollar qui ne peut servir à acheter un ventilateur ou à financer une aide alimentaire d'urgence. Pendant la crise

du CoronaShock, cela est à la fois indéfendable sur le plan moral et irrationnel sur le plan économique.

La suspension ou le report de la dette ne suffisent pas au développement nécessaire de ces pays. Ils ne font que retarder le moment où il faudra rendre des comptes.

Il n'est plus temps d'annuler ces dettes scandaleuses, qui ne peuvent – en aucun cas – être payées pendant la récession du coronavirus. Les créanciers publics comme privés ont pris un risque dans leurs investissements. Ils ont exploité les besoins des pays en développement en prêtant de l'argent à des taux d'intérêt obscènes ; l'heure est venue qu'ils paient le prix de ce risque plutôt que de forcer les pays aux maigres ressources à verser de précieux capitaux.

Dilma Rousseff (ancienne Présidente du Brésil).

T. M. Thomas Isaac (Ministre des finances, Kerala, India).

Yanis Varoufakis (ancien Ministre des finances, Greece).

Jorge Arreaza (Ministre des affaires étrangères, Venezuela).

Fred M'membe (Président, Parti socialiste, Zambia).

Juan Grabois (Frente Patria Grande, Argentina).

Vijay Prashad (Tricontinental I: Institut pour la recherche sociale).

Nous espérons que cette déclaration sera largement diffusée ; qu'elle sera reprise par les mouvements populaires pour faire pression sur les gouvernements afin qu'ils n'acceptent pas les maigres accords de suspension de la dette qui ne feront qu'enfermer toujours plus les pays dans des cycles d'insolvabilité à long terme.



Ibrahim El-Salahi (Soudan), *Reborn sounds of childhood dreams/ Les sons ressuscités des rêves d'enfance* (1961-65).

Le Malawi, pays enclavé, a obtenu son indépendance de la Grande-Bretagne en 1964 mais, émergeant d'un héritage de pillage colonial, il est devenu l'un des pays les plus pauvres du monde. David Rubadiri a été le premier ambassadeur du Malawi à la fois aux États-Unis et aux Nations unies et a été aux premières loges pour observer le développement du sous-développement ; il a démissionné moins d'un an après sa nomination. Il a écrit un poème intitulé « Begging A. I. D. » alors qu'il enseignait en Ouganda en 1968 :

Dans la misère
d'un cirque
qui est devenu notre chez-nous,
le fouet du Maître de cérémonie
frappe l'air en un claquement
qui dévore et transperce
le revers de notre être.

Voici l'essence de tout cela : le colonialisme a échoué, mais sa structure est restée la même, avec des capitaux désormais prêtés à des taux d'usure et un endettement qui sert d'instrument de contrôle politique sur les nouvelles nations. Les anciennes images d'esclavage ont dû être rappelées pour faire place aux formes plus anonymes de domination sociale. Il n'y a pas de fouet entre les mains des membres du Club de Paris (les créanciers gouvernementaux) ou du Club de Londres (les créanciers privés), ni dans celles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale ; mais sa présence est ressentie comme un coup porté à l'humanité.



Iran Darroudi (Iran), *Steadfastness/Détermination*, 1987.

Lorsque l'écrivain iranien Sadeq Hedayat était accueilli par des amis, il répondait : « nous sommes encore tenus par les fers de la vie » (dar qeyd-e hayat-im). En effet, nous le sommes. C'est pourquoi une campagne pour l'annulation de ces dettes scandaleuses est un bon début pour se libérer de ces fers, pour se débarrasser de la main qui fait craquer le fouet, pour se libérer de l'instrument de la servitude pour dettes.

Chaleureusement, Vijay.

PS : nos newsletters mettront désormais en valeur le travail des membres de notre équipe. Ci-dessous, vous trouverez une petite note de notre directrice adjointe, Renata Porto Bugni :

« Lorsque je sortirai de quarantaine, je reprendrai mon travail avec les femmes des quartiers périphériques de

São Paulo et je reprendrai les réunions en présentiel avec notre équipe. Je lis le travail de Heleieth Saffioti sur mon temps libre ; sa vision féministe marxiste reste très contemporaine. J'ai rédigé un rapport sur CoronaShock et son impact sexospécifique, qui devrait être publié dans le courant de l'année. » – Renata Porto Bugni, directrice adjointe.

**Traduit de l'anglais par Claire Savina*